

J-M BLANQUER VEUT IMPOSER LE CONTRÔLE CONTINU ET SUPPRIMER DÉFINITIVEMENT LE BACCALAURÉAT POUR FO, C'EST NON !

En 2020, le ministre Blanquer a profité du confinement pour remplacer les épreuves terminales et nationales du baccalauréat. Après les mobilisations massives contre les E3C, les enseignants n'ont jamais accepté ce coup de force.

En 2021, toujours au prétexte de la crise sanitaire, le ministre veut imposer la mise en place du contrôle continu et pour mettre au pas les personnels, il publie même un guide de l'évaluation le 10 février.

LES PERSONNELS NE VEULENT PAS D'UN GUIDE POUR AIDER LE MINISTRE À LIQUIDER LE BAC !

Le guide sur l'évaluation « *pose des principes qui pourront être repris et précisés pour la part d'évaluation au contrôle continu des sessions suivantes* ». Le ministère veut entériner le « bac » en contrôle continu, le « bac local », c'est-à-dire détruire le baccalauréat.

Le guide Blanquer prétend « *garantir la pleine légitimité du baccalauréat comme examen national et la confiance que les établissements d'enseignement supérieur peuvent avoir dans l'évaluation menée par les enseignants dans les lycées* ». Quelle hypocrisie ! Comme si « *un renforcement du contrôle continu* » et Parcoursup allaient garantir l'accès de plein droit aux études universitaires !

Comment accepter de s'adapter à des consignes qui ont pour unique objectif la disparition du diplôme national ?

UNE HIÉRARCHIE PÉDAGOGIQUE ENCOURAGÉE AFIN QUE LES MOYENNES DE CHAQUE ÉQUIPE SOIENT HARMONISÉES.

On voit déjà dans les conseils de classe se multiplier les demandes de justification de moyennes jugées trop « basses ». On retrouve les préconisations du « *Grenelle de l'Éducation* » pour mettre en place une hiérarchie intermédiaire qui dictera les « *bonnes pratiques* » à tous. Le travail des enseignants se voit cadré et surveillé. « *Un minimum de trois évaluations par trimestre (ou de quatre*

par semestre) est, sauf exception, attendu. ». C'est mission impossible dans certaines disciplines dont les heures ont été réduites à peau de chagrin au fil des réformes (2010 puis 2019), à moins de ne faire qu'évaluer.

Les familles pourraient contester les moyennes qui ne respecteraient pas les principes édictés par le ministère en s'appuyant sur ce guide. Les enseignants connaîtraient alors une surveillance renforcée de leur travail.

NON À LA MISE AU PAS DES PROFESSEURS ! LE GUIDE BLANQUER DOIT ÊTRE ABANDONNÉ

Depuis le début de l'année, malgré des conditions de travail disloquées, les personnels ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour préparer leurs élèves au baccalauréat, premier grade universitaire.

Dans de nombreux lycées, des bacs blancs, des devoirs communs, ont été organisés, pourquoi l'organisation d'une épreuve nationale ne serait-elle pas possible cette année pour le baccalauréat ?

Rien, à part la volonté de détruire le baccalauréat, ne s'oppose à des épreuves en juin.

Le communiqué intersyndical SNES, SNFOLC, SUD éducation, CGT Educ'action, SNALC, SNCL-FAEN demande : « *Il faut rétablir le baccalauréat national !* » Dans de nombreux lycées, les personnels prennent position pour exiger le retour à des épreuves nationales, dès cette année.

LE SNFOEP APPELLE À AMPLIFIER LA MOBILISATION PARTOUT

La destruction du baccalauréat signifierait la fin de disciplines entières, et des suppressions de milliers d'heures de cours et de postes. Elle signifierait aussi la fin du libre accès à l'enseignement supérieur pour des millions d'élèves. Ce n'est pas cela l'Ecole de la République.



C'est maintenant que ça se joue : le SNFOEP, avec sa fédération et le SNFOLC, appelle les personnels des lycées et collèges à se réunir pour prendre position et exiger le rétablissement du baccalauréat dès la session de juin.

**Le contrôle continu, c'est non !
Non au guide Blanquer !**